

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Boisbriand | 73005 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Lisette Dussault, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Boisbriand pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

[Originale signée]

Signature _____ Date 2 mai 2022

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	46
Analyse des charges consolidées	58

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Ville de Boisbriand,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE BOISBRIAND (la « Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE BOISBRIAND au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE BOISBRIAND inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport « Sommaire du rapport financier », mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport « Sommaire du rapport financier » avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

CATHERINE MILLETTE, CPA auditrice, CA
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Saint-Jérôme, le 2 mai 2022

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	58 659 345	59 970 353	58 291 167
Compensations tenant lieu de taxes	2	976 795	949 352	995 664
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 400 833	1 475 790	4 072 524
Services rendus	5	3 310 854	3 476 107	3 188 368
Imposition de droits	6	2 292 500	6 796 250	4 994 603
Amendes et pénalités	7	1 774 050	1 849 057	1 530 349
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	72 507	277 012	640 492
Autres revenus	10	25 966	565 566	410 946
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	68 512 850	75 359 487	74 124 113
Charges				
Administration générale	14	10 970 581	10 416 309	8 838 803
Sécurité publique	15	16 569 494	16 160 960	15 405 200
Transport	16	11 908 881	11 413 626	11 093 799
Hygiène du milieu	17	16 235 910	15 778 239	14 562 830
Santé et bien-être	18	239 017	241 963	239 072
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 370 425	1 171 026	1 818 943
Loisirs et culture	20	11 136 110	10 417 062	9 464 947
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 582 609	2 363 221	2 704 936
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	71 013 027	67 962 406	64 128 530
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(2 500 177)	7 397 081	9 995 583
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		141 864 542	131 868 959
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		141 864 542	131 868 959
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		149 261 623	141 864 542

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	36 022 313	37 521 804
Débiteurs (note 5)	2	15 092 276	17 171 147
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	210 043	229 482
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	923 700	819 700
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	52 248 332	55 742 133
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	16 956 852	17 718 299
Revenus reportés (note 12)	12	3 058 467	1 899 536
Dette à long terme (note 13)	13	88 704 835	93 159 296
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	466 511	571 652
Autres passifs (note 14)	15	335 000	
	16	109 521 665	113 348 783
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(57 273 333)	(57 606 650)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	205 114 323	198 034 965
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	85 172	85 172
Stocks de fournitures	20	282 410	264 788
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 053 051	1 086 267
	23	206 534 956	199 471 192
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	149 261 623	141 864 542
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 500 177)	7 397 081	9 995 583
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	()	(17 677 242)	(8 276 130)
Produit de cession	3			3 511
Amortissement	4	10 068 152	10 597 889	10 530 994
(Gain) perte sur cession	5			440
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	10 068 152	(7 079 353)	2 258 815
Variation des propriétés destinées à la revente	9			707 050
Variation des stocks de fournitures	10		(17 622)	(27 082)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		33 211	145 057
	13		15 589	825 025
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	7 567 975	333 317	13 079 423
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(57 606 650)	(70 686 073)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(57 606 650)	(70 686 073)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(57 273 333)	(57 606 650)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 397 081	9 995 583
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	10 597 889	10 530 994
Autres			
▪ Perte (gain) sur cession	3		440
▪ Redres. + réduction de valeur	4	67 073	11 195
	5	18 062 043	20 538 212
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 082 631	(1 938 072)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(426 447)	2 403 324
Revenus reportés	9	1 158 931	230 315
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(209 141)	(336 118)
Propriétés destinées à la revente	11		707 050
Stocks de fournitures	12	(17 622)	(27 082)
Autres actifs non financiers	13	33 216	145 057
	14	20 683 611	21 722 686
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(17 677 242)	(8 276 130)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		3 511
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(17 677 242)	(8 272 619)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(47 733)	(57 415)
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	(47 733)	(57 415)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	5 786 600	6 659 047
Remboursement de la dette à long terme	26	(10 251 594)	(9 716 002)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	2 301	2 296
Autres			
▪ Autres	29	4 566	
▪	30		
	31	(4 458 127)	(3 054 659)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(1 499 491)	10 337 993
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	33	37 521 804	27 183 811
Solde déjà établi	34		
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	35	37 521 804	27 183 811
Solde redressé	36	36 022 313	37 521 804
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Boisbriand est un organisme municipal constitué en vertu de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, d'un organisme contrôlé faisant partie de son périmètre comptable et une consolidation à la valeur de consolidation pour un autre organisme faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La Ville participe aux partenariats suivants :

- Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville : consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 31,58 % pour les opérations courantes et 29,79 % pour les postes du bilan;
- Régie intermunicipale du Parc du Domaine Vert : consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 25 % pour les opérations courantes et pour les postes du bilan.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Boisbriand, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

Les actifs sont composés des actifs financiers et des actifs non financiers.

a) Actifs financiers

Les placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

b) Actifs non financiers

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des déboursés effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	4, 5 et 10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	4 et 5 à 10 ans
Améliorations locatives	4, 5 et 10 ans
Autres	15 ans

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard des revenus reportés sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participent la Ville et ses organismes contrôlés est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

À part le régime de retraite, la Ville de Boisbriand n'offre pas d'autres avantages sociaux futurs (assurance vie, assurance soins de santé, banque de congés de maladie, ...).

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations constituées, avec projection des salaires. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations constituées, avec projection des salaires, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : valeur marchande pour le volet courant et valeur lissée 3 ans pour le volet antérieur.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

Contestation de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2021. À titre informatif, le rétablissement intégral de l'indexation automatique des rentes des participants retraités aurait aucun effet sur la valeur des obligations puisque la Ville de Boisbriand n'a pas suspendu l'indexation aux participants retraités.

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville et Régie intermunicipale du Parc du Domaine Vert

Les dispositions des régimes de retraite se trouvent dans le rapport financier des régies.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des taxes de secteur à percevoir et des montants à recouvrer de tiers) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville :

- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	5 372 964	4 598 517
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	30 649 349	32 923 287
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	36 022 313	37 521 804
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	1 960 112	1 435 292
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	4 391 032	5 374 222
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	285	285
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	5 834 001	7 170 013
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	517 792	279 065
Organismes municipaux	15	482 652	1 218 616
Autres			
▪ Droits de mutation	16	1 995 911	1 651 287
▪ Facturation diverse et amendes	17	1 870 603	1 477 659
	18	15 092 276	17 171 147
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	4 334 342	4 880 905
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	4 334 342	4 880 905
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	464 457	449 843

Note

La provision pour créances douteuses de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville est établie en fonction de l'âge des amendes à recevoir de la façon suivante :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

-1ère année	-	10 %
-2e année	-	40 %
-3e année	-	70 %
-4e année	-	90 %
-5e année et les suivantes	-	100 %

6. Prêts

	2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
▪	26	
▪	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	

Note**7. Placements de portefeuille**

	2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	210 043
Autres placements	31	229 482
	32	210 043
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note

Entente concernant l'achat en commun d'assurances de dommage des villes et régies de MRC Mirabel et Thérèse-De Blainville et Ville de Saint-Eustache.

Les membres participants bénéficient d'une réduction de prime découlant du regroupement et de la franchise collective.

La quote-part de franchise collective versée annuellement constitue un placement à titre d'investissement et cette somme est gardée dans un compte en fidéicomis chez Desjardins Valeurs mobilières.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

8. Avantages sociaux futurs

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	457 189	248 048
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	457 189	248 048
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	2 062 128	1 878 664
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	4 348	6 400
Régimes de retraite des élus municipaux	42	72 590	106 871
	43	2 139 066	1 991 935

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville bénéficie d'un prêt à demande renouvelable d'un montant de 2 000 000 \$ portant intérêt sur avances au taux de base moins 1/2 pour cent et d'une facilité de crédit Master Card d'un montant de 50 000 \$. Le prêt à demande ne comporte aucune garantie. La facilité de crédit est renouvelable une fois l'an pour une période de douze mois sur la base des états financiers audités de l'exercice.

11. Crédoeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	5 016 513	5 327 718
Salaires et avantages sociaux	48	4 139 101	3 422 869
Dépôts et retenues de garantie	49	3 672 638	3 743 165
Provision pour contestations d'évaluation	50	2 923 622	3 885 424
Autres			
▪ Organismes municipaux	51	278 561	343 960
▪ Intérêts courus dette lg terme	52	383 565	415 589
▪ Gouv. Québec et entreprises	53	20 887	26 003
▪ Divers	54	521 965	553 571
▪	55		
	56	16 956 852	17 718 299

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note**12. Revenus reportés**

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	1 314 495	1 410 265
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	506 538	333 492
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Facturation biens et services	69	1 237 434	155 779
▪	70		
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	3 058 467	1 899 536

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,35	2,25	2022	2041	77	88 231 117	92 607 879
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres	1,50	1,50	2022	2027	84	480 000	560 000
					85	88 711 117	93 167 879
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(6 282)	(8 583)
					87	88 704 835	93 159 296

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2022	88		10 179 518		80 000	10 259 518
2023	89		9 277 484		80 000	9 357 484
2024	90		9 158 454		80 000	9 238 454
2025	91		8 597 640		80 000	8 677 640
2026	92		7 902 452		80 000	7 982 452
2027 et plus	93		43 115 569		80 000	43 195 569
	94		88 231 117		480 000	88 711 117
Intérêts et frais accessoires	95		()		()	
	96		88 231 117		480 000	88 711 117

Note

14. Autres passifs

		2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97		
Assainissement des sites contaminés	98	335 000	
Autres			
▪	99		
▪	100		
▪	101		
▪	102		
	103	335 000	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	30 033 693	64 338		30 098 031
Eaux usées	105	114 777 193	267 143		115 044 336
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	108 077 465	887 589		108 965 054
Autres					
▪ Parc, éclairage, stationnement	107	55 578 934	564 383		56 143 317
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	31 870 989	6 530 402		38 401 391
Améliorations locatives	111	146 812	16 180	10 400	152 592
Véhicules	112	10 945 592	80 993	59 505	10 967 080
Ameublement et équipement de bureau	113	7 930 010	203 677	33 553	8 100 134
Machinerie, outillage et équipement divers	114	7 850 088	157 935	12 515	7 995 508
Terrains	115	10 573 426			10 573 426
Autres	116	758 779			758 779
	117	378 542 981	8 772 640	115 973	387 199 648
Immobilisations en cours	118	14 914 953	8 904 602		23 819 555
	119	393 457 934	17 677 242	115 973	411 019 203
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	8 832 999	751 358		9 584 357
Eaux usées	121	55 747 822	2 690 559		58 438 381
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	61 196 395	3 190 186		64 386 581
Autres					
▪ Parc, éclairage, stationnement	123	36 831 696	1 717 533		38 549 229
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	13 709 132	862 715		14 571 847
Améliorations locatives	127	107 478	18 555	10 400	115 633
Véhicules	128	5 998 896	641 000	59 505	6 580 391
Ameublement et équipement de bureau	129	6 835 123	304 069	33 553	7 105 639
Machinerie, outillage et équipement divers	130	5 424 718	421 914	12 520	5 834 112
Autres	131	738 710			738 710
	132	195 422 969	10 597 889	115 978	205 904 880
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	198 034 965			205 114 323
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	()	()	()	()
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138		
Autres	139	85 172	85 172
	140	85 172	85 172
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	85 172	85 172

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Terrain football	154	386 193	514 924
▪ Divers	155	361 731	200 542
▪	156		
Autres			
▪ Frais de refinancement	157	305 127	370 801
▪	158		
	159	1 053 051	1 086 267

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

19. Obligations contractuelles

La Ville est engagée, d'après des contrats de services et de location à long terme, à verser un montant total de 24 555 412 \$. Les paiements minimums exigibles sont les suivants :

2022	-	8 418 601 \$
2023	-	6 772 425 \$
2024	-	6 368 191 \$
2025	-	1 668 031 \$
2026	-	304 482 \$
2027 et années suivantes	-	1 023 682 \$

De plus, la Ville de Boisbriand a conclu une entente pour l'approvisionnement en eau potable avec la Ville de Sainte-Thérèse échéant en 2022. Le coût annuel approximatif à verser à la Ville de Sainte-Thérèse est de 1 200 000 \$.

La Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville a signé des engagements contractuels représentant pour la Ville de Boisbriand des versements minimums exigibles de :

2022	-	178 296 \$
2023	-	132 960 \$

La Régie intermunicipale du Parc du Domaine Vert a signé des engagements contractuels représentant pour la Ville de Boisbriand des versements minimums exigibles de :

2022	-	515 \$
2023	-	375 \$
2024	-	375 \$
2025	-	375 \$
2026	-	188 \$

20. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Ville a conclu des accords à long terme échéant jusqu'en 2030 donnant lieu à des droits contractuels. Un montant de 2 659 187 \$ sera encaissé au cours des cinq prochains exercices selon l'échéancier suivant :

2022	-	500 870 \$
2023	-	515 896 \$
2024	-	531 373 \$
2025	-	547 314 \$
2026	-	563 734 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Dans le cadre de ses opérations, la Régie intermunicipale du Parc du Domaine Vert a conclu des accords à long terme échéant jusqu'en 2073 donnant lieu à des droits contractuels. Les revenus estimatifs pour les 5 (cinq) prochains exercices représentent pour la Ville de Boisbriand une somme de 469 250 \$:

2022	-	92 194	\$
2023	-	94 165	\$
2024	-	94 449	\$
2025	-	93 319	\$
2026	-	95 123	\$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
160			

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à diverses actions et réclamations estimées à 4,4 M \$. La plupart de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la Ville qui en ont pris fait et cause. La Ville conteste le bien-fondé des réclamations en cours et la direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influeront pas de façon sensible sur la situation financière. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques et les montants qu'elle pourrait être appelée à verser. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

Des avis de griefs alléguant le non-respect de la convention collective ont été déposés par le Syndicat des employés de la Ville pour un montant total indéterminé. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

Des avis de griefs alléguant le non-respect de la convention collective ont été déposés à la Fraternité des policiers et policières de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville ou le Syndicat canadien de la fonction publique, section 4708 pour un montant total indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces griefs, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O

24. Données budgétaires

L'état des résultats et de l'état de variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les budgets adoptés par la Ville et les organismes faisant partie de son périmètre comptable.

25. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

26. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	58 291 167	58 659 345	59 970 353			59 970 353
Compensations tenant lieu de taxes	2	995 664	976 795	949 352			949 352
Quotes-parts	3					6 743 200	
Transferts	4	4 070 906	1 372 488	1 416 723		59 067	1 475 790
Services rendus	5	2 712 224	2 587 443	2 839 877		793 275	3 476 107
Imposition de droits	6	4 994 603	2 292 500	6 796 250			6 796 250
Amendes et pénalités	7	1 362 311	668 750	1 712 535		1 047 711	1 849 057
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	626 608	58 750	261 523		15 489	277 012
Autres revenus	10	290 894	25 650	23 017		13 293	36 310
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	73 344 377	66 641 721	73 969 630		8 672 035	74 830 231
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	(6 933)	965 000				
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17		5 750 000				
Autres	18	97 480	1 400 000	529 256			529 256
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	90 547	8 115 000	529 256			529 256
	22	73 434 924	74 756 721	74 498 886		8 672 035	75 359 487
Charges							
Administration générale	23	9 031 283	10 324 277	10 762 239	565 259		10 416 309
Sécurité publique	24	14 214 536	14 694 355	14 559 845	408 605	7 905 623	16 160 960
Transport	25	7 097 151	8 028 428	7 381 585	4 032 041		11 413 626
Hygiène du milieu	26	10 805 423	12 492 118	12 027 045	3 751 194		15 778 239
Santé et bien-être	27	239 072	239 017	241 963			241 963
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 773 411	1 324 893	1 126 468	44 558		1 171 026
Loisirs et culture	29	7 696 821	9 489 595	8 464 040	1 537 194	602 960	10 417 062
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	2 585 936	2 427 575	2 255 914		107 307	2 363 221
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	10 284 972	10 068 152	10 338 851	(10 338 851)		
	34	63 728 605	69 088 410	67 157 950		8 615 890	67 962 406
Excédent (déficit) de l'exercice	35	9 706 319	5 668 311	7 340 936		56 145	7 397 081

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Réalisations 2020</u>	<u>Budget 2021</u>	<u>Réalisations 2021</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
					<u>Total consolidé¹</u>	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 706 319	5 668 311	7 340 936	56 145	7 397 081
Moins : revenus d'investissement	2	(90 547)	(8 115 000)	(529 256)	()	(529 256)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	9 615 772	(2 446 689)	6 811 680	56 145	6 867 825
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	10 284 972	10 068 152	10 338 851	259 038	10 597 889
Produit de cession	5					
(Gain) perte sur cession	6					
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	10 284 972	10 068 152	10 338 851	259 038	10 597 889
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	707 050				
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	707 050				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	11 228		64 353	2 720	67 073
	15	11 228		64 353	2 720	67 073
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(8 989 258)	(9 548 815)	(9 519 516)	(185 515)	(9 705 031)
	18	(8 989 258)	(9 548 815)	(9 519 516)	(185 515)	(9 705 031)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(881 347)	(75 000)	(265 239)	(61 509)	(326 748)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			159 625	61 348	220 973
Excédent de fonctionnement affecté	21	15 000	1 900 000	2 235 000	214 146	2 449 146
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 409 637)	102 494	(147 909)	(64 123)	(212 032)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(822)	(142)	(142)	(39 649)	(39 791)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(2 276 806)	1 927 352	1 981 335	110 213	2 091 548
	26	(262 814)	2 446 689	2 865 023	186 456	3 051 479
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	9 352 958		9 676 703	242 601	9 919 304

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalizations 2020		Réalizations 2021	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	90 547	529 256	529 256
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	582 001 )(	524 496 )(	524 496)
Sécurité publique	3 (	323 578 )(	575 375 )(	168 865)(
Transport	4 (	3 205 883 )(	6 088 917 )(	6 088 917)
Hygiène du milieu	5 (	709 335 )(	4 190 146 )(	4 190 146)
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	75 826 )(	1 732 795 )(	1 732 795)
Loisirs et culture	8 (	3 217 744 )(	4 392 610 )(	4 038)(
Réseau d'électricité	9 () () () (
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 () () () (
	11 (	8 114 367 )(	17 504 339 )(	172 903)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 () () () (
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	53 547 )(	42 455 )(	5 278)(
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	6 433 400	5 786 600	5 786 600
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	881 347	265 239	61 509
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	4 506 609	6 385 235	6 385 235
Excédent de fonctionnement affecté	17			
Réserves financières et fonds réservés	18	660 244	749 390	100 442
	19	6 048 200	7 399 864	161 951
	20	4 313 686	(4 360 330)	(16 230)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	4 404 233	(3 831 074)	(16 230)
				(3 847 304)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020		2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	36 243 282	33 976 469	2 045 844	36 022 313
Débiteurs (note 5)	2	16 426 933	15 038 323	614 435	15 092 276
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	219 739	197 841	12 202	210 043
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	819 700	923 700		923 700
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	53 709 654	50 136 333	2 672 481	52 248 332
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	17 339 465	16 347 216	1 170 118	16 956 852
Revenus reportés (note 12)	12	1 897 041	3 045 930	12 537	3 058 467
Dettes à long terme (note 13)	13	92 172 000	87 909 000	795 835	88 704 835
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			466 511	466 511
Autres passifs (note 14)	15		335 000		335 000
	16	111 408 506	107 637 146	2 445 001	109 521 665
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(57 698 852)	(57 500 813)	227 480	(57 273 333)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	196 384 328	203 549 821	1 564 502	205 114 323
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	85 172	85 172		85 172
Stocks de fournitures	20	264 788	282 410		282 410
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 046 927	1 006 515	46 536	1 053 051
	23	197 781 215	204 923 918	1 611 038	206 534 956
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	17 958 004	18 529 837	1 101 814	19 631 651
Excédent de fonctionnement affecté	25	9 555 617	9 015 617	228 129	9 243 746
Réserves financières et fonds réservés	26	1 435 292	1 853 573	106 539	1 960 112
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(459)	317	269 897	270 214
Financement des investissements en cours	28	2 282 042	(1 703 980)	(103 167)	(1 807 147)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	108 851 867	119 728 375	775 100	120 503 475
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	140 082 363	147 423 105	1 838 518	149 261 623
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	19 553 156	19 248 736	24 952 938	22 846 525
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	4 714 815	4 752 740	6 110 498	5 636 603
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	21 888 017	20 450 284	20 451 522	18 357 352
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	2 069 046	1 906 284	1 929 967	2 260 772
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	160 121	152 260	152 354	145 672
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	198 408	197 370	280 900	298 492
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	7 292 022	7 299 141	717 215	699 835
Transferts	15				
Autres	16	587 175	567 373	380 241	273 754
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18	1 914 558	1 901 047	1 946 105	1 868 038
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	10 068 152	10 338 851	10 597 889	10 530 994
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Subventions et dons	21	381 568	330 280	330 280	190 599
▪ Mauvaises créances	22	2 000	1 759	79 029	70 849
▪ Divers	23	259 372	11 825	33 468	949 045
	24	69 088 410	67 157 950	67 962 406	64 128 530

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	19 631 651	19 111 877
Excédent de fonctionnement affecté	2	9 243 746	9 756 056
Réserves financières et fonds réservés	3	1 960 112	1 578 150
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(270 214)	(310 005)
Financement des investissements en cours	5	(1 807 147)	2 195 105
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	120 503 475	109 533 359
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	149 261 623	141 864 542
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	18 529 837	17 958 004
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	1 101 814	1 153 873
	11	19 631 651	19 111 877
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget d'immobilisations :	12		
▪ Bâtiments municipaux	13	2 853 000	4 308 000
▪ Gestion du matériel roulant	14	144 000	30 000
▪ Divers autres projets	15	3 623 000	1 737 000
▪ Diverses affectations	16	1 095 617	1 580 617
▪ Budget d'opération	17	1 300 000	1 900 000
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	9 015 617	9 555 617
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22	228 129	200 439
▪	23		
▪	24		
	25	228 129	200 439
	26	9 243 746	9 756 056

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Fonds d'infrastructure	27 500 808	250 404
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	500 808 250 404
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 150 610	900 000
Organismes contrôlés et partenariats	38 82 281	118 600
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 64 155	146 888
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42 24 258	24 258
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪ Fonds de stationnement	45 138 000	138 000
▪ Fonds de la Fiducie agricole	46 1 000 000	
	47	1 459 304 1 327 746
	48	1 960 112 1 578 150

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	110 520)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()(
Autres	53 (	159 377)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ()(
	55 (	269 897)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()(
Assainissement des sites contaminés	57 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()(
Autres		
▪	59 ()(
▪	60 ()(
	61 (	269 897)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()(
Utilisation du fonds de roulement	63 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()(
Utilisation du fonds de roulement	65 ()(
Autres		
▪ Intérêts sur dette long terme	66 (	317)(
▪	67 ()(
	68 (	317)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()(
Mesure relative à la COVID-19	70 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ()(
Autres		
▪	73 ()(
▪	74 ()(
	75 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪	80	
	81	
	82 (	270 214)(
		310 005)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83 8 956 711	7 154 215
Investissements à financer	84 (10 763 858)	(4 959 110)
	85 (1 807 147)	2 195 105
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 205 114 323	198 034 965
Propriétés destinées à la revente	87 85 172	85 172
Prêts	88	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89 210 043	229 482
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 205 409 538	198 349 619
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 205 409 538	198 349 619
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (88 704 835)	(93 159 296)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (6 282)	(8 583)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 3 804 540	4 351 106
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98 514	513
	99 (84 906 063)	(88 816 260)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 ()	()
	101 (84 906 063)	(88 816 260)
	102 120 503 475	109 533 359

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Ce résumé des dispositions du régime reflète tous les amendements au régime, jusqu'aux modifications découlant de l'article 24 de la convention collective venant à échéance le 31 décembre 2021 et adoptée le 1er octobre 2013 selon la résolution 2013-10-609 du Conseil de ville de la Ville de Boisbriand, sauf l'engagement de l'employeur à amender le régime pour bonifier la prestation de retraite de certains cadres désignés et la lettre d'entente entre la Ville et le groupe des employés cadres et cadres désignés concernant la prestation de décès et l'établissement d'un fonds de stabilisation. Ces dernières modifications sont présentées dans les derniers paragraphes de la présente description.

Retraite normale

65 ans

Retraite sans réduction de rente

Cadres* et cadres désignés :

Avant 2020 : 58 ans et 80 points**

À partir du 1er janvier 2020 : 59 ans et 84 points**

*Nonobstant ce qui précède, pour les employés cadres, l'âge de retraite facultatif est de 65 ans pour les services avant 1996

**Sujet à un maximum de 60 ans d'âge sans restriction de points pour toutes retraites prises à compter du 1er janvier 2020 par les participants actifs

Cols bleus/blancs :

62 ans

Pompiers :

60 ans

Retraite anticipée

Cadres et cadres désignés :

À compter de 55 ans mais avant 80 points, la réduction pour anticipation est de :

1/2 % par mois pour les 60 premiers mois;

1/3 % par mois pour les mois suivants

Calcul du nombre de mois d'anticipation : nombre de mois entre la retraite et 80 points, sujet à un minimum de 58 ans (84 points et sujet à un minimum de 59 ans pour le service acquis à compter du 1er janvier 2020). Nonobstant ce qui précède, le nombre de mois d'anticipation pour un employé cadre est par rapport à 65 ans pour le service avant 1996.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Cols bleus/blancs et pompiers :

À compter de 58 ans (56 ans pompiers) mais avant 62 ans (60 ans pompiers), la réduction pour anticipation est de :

1/3 % par mois entre la retraite et 62 ans (60 ans pompiers)

À compter de 55 ans mais avant 58 ans, la réduction pour anticipation est de :

i) Service antérieur au 1er janvier 2007 :

1/2 % par mois* pour les 60 premiers mois

1/3 % par mois* pour les mois suivants

*Nombre de mois entre la retraite et 65 ans

ii) Service à compter du 1er janvier 2007 :

1/3 % par mois entre la retraite et 62 ans (60 ans pompiers)

Créances de rente

Cadres et cadres désignés :

i) Années de service reconnu avant le 1er janvier 1996 : 2 % du salaire de l'année 2001. Pour chaque période complète de 4 mois de travail après la date de retraite facultative, l'année de référence est augmentée d'une année.

ii) Années de service reconnu après le 1er janvier 1996 : 2 % des 3 meilleurs salaires précédant la retraite.

Cols bleus/blancs et pompiers à compter du 1er janvier 2017 :

i) Années de service reconnu avant le 1er janvier 1990 : 2 % du salaire de l'année 1989

ii) Années de service reconnu entre le 1er janvier 1990 et le 31 décembre 2006 : 2 % du salaire de l'année

iii) Années de service reconnu après le 31 décembre 2006 : 1,75 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite

De plus, le participant (sauf les pompiers qui n'y ont pas droit) reçoit une rente temporaire égale à la somme de :

a) 0,5 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour chaque année de service reconnu entre le 1er janvier 2007 et le 31 décembre 2009, et

b) 0,7 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour chaque année de service reconnu à compter du 1er janvier 2010

La somme de i) et ii) ne peut être inférieure à 2 % du salaire de l'année 2007 multiplié par le nombre d'années de service au 1er janvier 2007.

À compter du 1er janvier 2020, la formule de rente devient un salaire final par classe pour tous les groupes.

Prestation de cessation d'emploi

Au choix :

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

De plus, une indexation préretraite est prévue jusqu'à 55 ans selon 50 % de l'IPC pour les cols bleus, les cols blancs et les pompiers et une indexation jusqu'à l'âge de la retraite pour les cadres et cadres désignés égale à 100 % de l'IPC.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

À compter du 1er janvier 2018, l'acquittement de la prestation de cessation de services se fera en proportion du degré de solvabilité sujet à un maximum de 100 % pour les participants qui opteront pour le transfert de la valeur de leurs droits à l'extérieur du régime.

Prestations de décès avant la retraite

Participation antérieure au 31 décembre 1990 :

remboursement des cotisations salariales avec intérêts et 60 % de la rente créditée

Participation postérieure au 31 décembre 1990 :

remboursement de la valeur actuarielle de la rente différée

Une rente sera offerte au conjoint du participant décédé en remplacement du transfert de la prestation de décès. Ainsi, si le conjoint opte pour le transfert de la valeur des droits, ce dernier sera acquitté en proportion du degré de solvabilité.

Règle du 50 %

En cas de cessation d'emploi, décès avant la retraite ou en cas de retraite, rente additionnelle égale à rente pourvue par l'excédent des cotisations salariales (avec intérêts) post 1990 sur 50 % de la valeur actuarielle de la rente post 1990, autres que celles ayant fait l'objet d'un rachat.

Prestations de décès après la retraite

Cadres et cadres désignés (avant le 1er janvier 2014) : 60 % réversible au conjoint. En l'absence d'un conjoint, la rente est garantie durant 180 versements.

Autres employés et cadres désignés à compter du 1er janvier 2014 : la rente est garantie durant 120 versements.

Invalidité

Crédits de rente basés sur salaire au début de l'invalidité.

Exonération des cotisations salariales sauf à compter de 2017.

Indexation annuelle - Après la retraite

Cadres et cadres désignés :

Rentes accumulées avant le 1er janvier 1990 : selon l'IPC, maximum 1 %

Rentes accumulées entre le 1er janvier 1990 et le 1er janvier 1996 : selon l'IPC, maximum 3 %

Cols bleus/blancs :

Rentes accumulées entre le 1er janvier 2007 et le 1er janvier 2014 : 50 % de l'IPC

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Cotisations

Salariales :

i) Cadres et cadres désignés : 9,0 % du salaire + 50 % de la cotisation de stabilisation à compter du 1er janvier 2014. Le partage de la cotisation de service courant débutera au 1er janvier 2020.

ii) Cols bleus/blancs :

2014 : 8,9 % de son salaire (incluant la cotisation au fonds de stabilisation)

À partir de 2015 : 50 % de la cotisation d'exercice totale, incluant la valeur de l'indexation après la retraite. La cotisation au fonds de stabilisation est incluse dans ce montant et la différence constitue la cotisation salariale de base.

iii) Pompiers : 50 % du coût de service courant du groupe incluant la cotisation de stabilisation

Patronale : solde de la cotisation d'exercice (sous réserve d'une utilisation du surplus permise par le régime et la législation) plus cotisations d'équilibre

Fonds de stabilisation - Cols bleus/blancs, cadres, cadres désignés et pompiers

Un fonds de stabilisation est mis en place à compter du 1er janvier 2014. Ce fonds remplace l'indexation garantie des rentes après la retraite. Ce fonds est financé par la différence positive entre le coût du service courant avec une indexation après la retraite égale à 50 % de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation et le coût du service courant sans une telle indexation. Le fonds de stabilisation et la cotisation correspondante reliée à l'indexation sont utilisés en priorité pour financer toute perte d'expérience (service à compter du 1er janvier 2014) et tout déficit (service à compter du 1er janvier 2014), le cas échéant.

L'indexation accordée par le fonds de stabilisation (service à compter du 1er janvier 2014) est sujette aux limites imposées par les législations applicables. Cette indexation est accordée selon les modalités suivantes : L'indexation est d'abord accordée pour la période de trois (3) ans qui suit la date de l'évaluation actuarielle, aux rentes servies au cours de cette période. Le taux d'indexation effectivement accordé est égal au moindre de :

Celui obtenu en présumant l'affectation de la totalité du fonds de stabilisation à l'indexation permanente, après la retraite et pour les années postérieures à la date de l'évaluation actuarielle, des rentes créditées à compter du 1er janvier 2014;

Celui obtenu en présumant l'affectation de l'excédent du fonds de stabilisation sur la provision pour écarts défavorables à l'indexation, pour la période de trois (3) ans qui suit la date de l'évaluation actuarielle, des rentes servies au cours de cette période;

50 % de l'IPC de l'année

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville :

Les dispositions du régime de retraite se trouvent dans le rapport financier de la régie.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 248 048	(88 070)
Charge de l'exercice	4 (2 062 128)	(1 878 664)
Cotisations versées par l'employeur	5 2 271 269	2 214 782
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 457 189	248 048
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 82 833 794	74 977 202
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (83 627 697)	(76 624 260)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (793 903)	(1 647 058)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 1 251 092	1 895 106
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 457 189	248 048
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 457 189	248 048
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 27 109 794	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (27 903 697)	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (793 903)	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 3 515 612	3 362 947
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 3 515 612	3 362 947
Cotisations salariales des employés	21 (1 784 229)	(1 794 892)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 1 731 383	1 568 055
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 253 952	228 012
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 1 985 335	1 796 067
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 4 192 524	4 012 803
Rendement espéré des actifs	33 (4 115 731)	(3 930 206)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 76 793	82 597
Charge de l'exercice	35 2 062 128	1 878 664

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	7 173 864	4 717 604
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(4 035 486)	(3 863 521)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	3 138 378	854 083
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(2 736 043)	3 677 939
Prestations versées au cours de l'exercice	40	3 423 109	2 920 091
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	83 694 794	76 090 202
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	357 400	445 300
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	7 496 170	4 324 338
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	15	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,28 %	5,45 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,35 %	5,61 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,86 %	3,22 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime de retraite par financement salarial	108	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109	
Régime de retraite à prestations cibles	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	114	4 348
Régime de retraite simplifié	115	
REER	116	
Autres régimes	117	
	118	6 400

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	9
		9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Cotisations des élus au RREM	120	21 539	24 421
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	72 590	82 298
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	24 573	24 573
	123	72 590	106 871
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	36 620 400	37 513 221	36 298 076
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	8 994 700	9 126 716	8 872 378
Activités de fonctionnement	3		254 750	250 404
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	1 203 775	1 228 646	1 226 341
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	46 818 875	48 123 333	46 647 199
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12			
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	3 218 150	3 306 012	3 217 197
Autres				
▪ Transport en commun	16	2 018 520	2 060 782	2 021 966
▪ Eau et assainissement	17	5 102 550	5 015 525	4 885 287
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	141 000	142 781	138 308
Service de la dette	20	1 360 250	1 321 920	1 381 210
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	11 840 470	11 847 020	11 643 968
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	11 840 470	11 847 020	11 643 968
	29	58 659 345	59 970 353	58 291 167

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	136 000	114 821	114 821
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	506 000	501 140	512 520
	38	642 000	615 961	615 961
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	642 000	615 961	615 961
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	110 850	109 432	109 432
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45			
Taxes d'affaires	46			
	47	110 850	109 432	109 432
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52	223 945	223 959	223 945
	53	223 945	223 959	223 945
	54	976 795	949 352	995 664

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55	218 996	216 181	221 984
Sécurité publique				
Police	56		38 284	2 559
Sécurité incendie	57			
Sécurité civile	58		5 396	82 148
Autres	59		4 672	2 583 586
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60			
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62	33 980	14 781	13 778
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63	3 000	3 552	3 072
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70			
Réseau de distribution de l'eau potable	71	64 769	60 838	70 680
Traitement des eaux usées	72			
Réseaux d'égout	73	64 769	60 837	70 680
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74	190 000	150 194	195 434
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>
TRANSFERTS (suite)	2021	2021	2021	2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86			32
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	25 714	25 714	25 808
Activités culturelles				
Bibliothèques	90			
Autres	91	91 260	132 768	132 768
132 768				113 575
Réseau d'électricité				
	92			
	93	692 488	674 933	713 311
				3 392 520

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	94			
Sécurité publique				
Police	95			
Sécurité incendie	96			
Sécurité civile	97			
Autres	98			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	99	965 000		(4 484)
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102			
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			13 171
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109			(4 485)
Réseau de distribution de l'eau potable	110			
Traitement des eaux usées	111			
Réseaux d'égout	112			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128			(11 135)
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			
Autres	130			
Réseau d'électricité	131			
	132	965 000		(6 933)

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2021	2021	2021	2020
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	680 000	741 790	741 790
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140			
Dotations spéciales de fonctionnement	141			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			
	144	680 000	741 790	20 689
				5 281
TOTAL DES TRANSFERTS	145	2 337 488	1 416 723	762 479
				686 937
				1 475 790
				4 072 524

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2021	2021	2021	2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148			
	149			
Sécurité publique				
Police	150	146 628	144 787	13 159
Sécurité incendie	151	163 542	252 980	252 980
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154	310 170	397 767	266 139
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161	140 000	130 717	130 717
Réseau de distribution de l'eau potable	162	16 100	16 426	16 426
Traitement des eaux usées	163			
Réseaux d'égout	164	17 000	15 804	15 804
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173	173 100	162 947	162 947
				165 153

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2021	2021	2021	2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182		34 410	12 023
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185		34 410	12 023
Réseau d'électricité				
	186			
	187	483 270	560 714	463 496
			463 496	540 601

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	188	58 701	250 882	113 010
Évaluation	189	21 100	26 320	23 935
Autres	190	219 014	264 756	396 134
	191	298 815	541 958	533 079
Sécurité publique				
Police	192	20 000	31 306	291 604
Sécurité incendie	193	69 200	118 768	214 766
Sécurité civile	194		1 614	1 594
Autres	195			
	196	89 200	151 688	507 964
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197			
Enlèvement de la neige	198	9 305	9 305	9 305
Autres	199	84 828	44 106	114 719
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200	13 797	13 992	21 107
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204	1 200	2 795	1 659
	205	109 130	70 198	146 790
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206			
Réseau de distribution de l'eau potable	207			
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209	900		600
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210	90 000	404 534	147 976
Matières recyclables	211	1 000	4 686	2 485
Autres	212	5 000	6 000	7 670
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214	4 000	2 000	10 750
Autres	215	78 828	28 298	105 858
	216	179 728	445 518	275 339

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2021	2021	2021	2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222	2 500		310
Promotion et développement économique	223			
Autres	224	486 282	486 282	472 120
	225	488 782	486 282	472 430
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	584 441	320 753	507 507
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	14 475	18 767	8 730
Autres	228	339 602	243 999	195 928
	229	938 518	583 519	712 165
Réseau d'électricité				
	230			
	231	2 104 173	2 279 163	2 647 767
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	2 587 443	2 839 877	3 188 368

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	312 000	815 075	471 439
Droits de mutation immobilière	234	1 980 500	5 981 175	4 523 164
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	2 292 500	6 796 250	4 994 603
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	668 750	1 712 535	1 530 349
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	58 750	261 523	640 492
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	7 000		(440)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			200 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245	5 750 000		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247		10 517	10 517
Autres contributions	248	18 650	12 500	18 594
Redevances réglementaires	249			
Autres	250		529 256	192 792
	251	5 775 650	552 273	410 946
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 272 345	1 125 141	3 172	1 128 313	1 128 313	981 978
Greffe et application de la loi	2	1 644 150	2 369 219	123	2 369 342	1 458 153	1 169 263
Gestion financière et administrative	3	1 760 131	1 747 495	24 860	1 772 355	1 772 355	1 609 120
Évaluation	4	363 400	436 726		436 726	436 726	340 272
Gestion du personnel	5	991 359	1 062 337	866	1 063 203	1 063 203	799 038
Autres							
▪ Autres	6	4 292 892	4 021 321	536 238	4 557 559	4 557 559	3 939 132
▪	7						
	8	10 324 277	10 762 239	565 259	11 327 498	10 416 309	8 838 803
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	6 805 108	6 792 236	1 484	6 793 720	7 986 230	7 567 641
Sécurité incendie	10	7 878 759	7 765 432	405 888	8 171 320	8 171 320	7 361 544
Sécurité civile	11	10 488	2 177	1 233	3 410	3 410	476 015
Autres	12						
	13	14 694 355	14 559 845	408 605	14 968 450	16 160 960	15 405 200
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 779 426	2 706 978	3 475 451	6 182 429	6 182 429	6 055 046
Enlèvement de la neige	15	2 427 923	1 893 000	40 557	1 933 557	1 933 557	2 030 958
Éclairage des rues	16	211 500	254 502	264 751	519 253	519 253	478 150
Circulation et stationnement	17	543 365	575 970	50 009	625 979	625 979	314 430
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 914 558	1 901 047		1 901 047	1 901 047	1 825 173
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	151 656	50 088	201 273	251 361	251 361	390 042
	22	8 028 428	7 381 585	4 032 041	11 413 626	11 413 626	11 093 799

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 431 853	1 368 432	342 114	1 710 546	1 710 546	1 719 280
Réseau de distribution de l'eau potable	24	822 173	691 082	394 703	1 085 785	1 085 785	992 289
Traitement des eaux usées	25	2 908 272	2 971 209	1 342 545	4 313 754	4 313 754	3 888 960
Réseaux d'égout	26	797 791	911 602	1 418 100	2 329 702	2 329 702	2 051 052
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 328 500	1 102 224		1 102 224	1 102 224	1 089 395
Élimination	28	782 091	779 584		779 584	779 584	773 867
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	828 261	760 214		760 214	760 214	688 130
Tri et conditionnement	30	259 084	75 713		75 713	75 713	261 930
Matières organiques							
Collecte et transport	31	1 631 111	1 461 277		1 461 277	1 461 277	1 347 990
Traitement	32						
Matériaux secs	33	28 618	16 608		16 608	16 608	15 681
Autres	34	201 717	251 832	2 501	254 333	254 333	159 061
Plan de gestion							
Autres	36						
Cours d'eau							
Protection de l'environnement	38	1 312 687	1 481 779	82 496	1 564 275	1 564 275	1 250 818
Autres	39	159 960	155 489	168 735	324 224	324 224	324 377
	40	12 492 118	12 027 045	3 751 194	15 778 239	15 778 239	14 562 830
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	239 017	241 963		241 963	241 963	239 072
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	239 017	241 963		241 963	241 963	239 072

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 147 418	948 439	42 115	990 554	990 554	1 646 525
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	44 975	45 529		45 529	45 529	36 689
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51	132 500	132 500	2 443	134 943	134 943	135 729
	52	1 324 893	1 126 468	44 558	1 171 026	1 171 026	1 818 943
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	567 816	481 069	45 417	526 486	526 486	380 894
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 994 017	1 187 701	187 059	1 374 760	1 374 760	1 641 476
Piscines, plages et ports de plaisance	55	759 118	758 551	68 778	827 329	827 329	687 953
Parcs et terrains de jeux	56	2 553 321	2 745 988	985 666	3 731 654	4 147 482	3 774 375
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	535 161	369 045		369 045	369 045	277 320
Autres	59	311 319	282 746		282 746	282 746	270 421
	60	6 720 752	5 825 100	1 286 920	7 112 020	7 527 848	7 032 439
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	738 410	601 507	191 321	792 828	792 828	540 848
Bibliothèques	62	1 625 582	1 683 900	58 953	1 742 853	1 742 853	1 540 210
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	404 851	353 533		353 533	353 533	351 450
	66	2 768 843	2 638 940	250 274	2 889 214	2 889 214	2 432 508
	67	9 489 595	8 464 040	1 537 194	10 001 234	10 417 062	9 464 947

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	2 229 167	2 058 544		2 058 544	2 079 971	2 404 102
Autres frais	70					2 350	2 342
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	(5 000)	(5 000)		(5 000)	76 793	82 597
Autres	72	203 408	202 370		202 370	204 107	215 895
	73	2 427 575	2 255 914		2 255 914	2 363 221	2 704 936
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	10 068 152	10 338 851	(10 338 851)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Infrastructures			
	Conduites d'eau potable	1 154 340	1 154 339	23 063
	Usines de traitement de l'eau potable	3 821	3 821	15 527
	Usines et bassins d'épuration	216 108	216 108	63 318
	Conduites d'égout	1 905 088	1 905 088	232 143
	Sites d'enfouissement et incinérateurs			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	5 405 431	5 405 431	2 544 853
	Ponts, tunnels et viaducs			1 386
	Systèmes d'éclairage des rues	158 956	158 956	75 940
	Aires de stationnement	36 407	36 407	38 857
	Parcs et terrains de jeux	755 541	757 666	718 464
	Autres infrastructures	1 155 046	1 155 046	365 232
	Réseau d'électricité			
	Bâtiments			
	Édifices administratifs	890 715	890 715	349 451
	Édifices communautaires et récréatifs	3 553 220	3 553 220	2 333 897
	Améliorations locatives		16 180	2 929
	Véhicules			
	Véhicules de transport en commun			
	Autres	75 062	157 555	355 255
	Ameublement et équipement de bureau	207 905	264 662	531 632
	Machinerie, outillage et équipement divers	256 297	271 646	624 183
	Terrains	1 730 402	1 730 402	
	Autres			
		17 504 339	17 677 242	8 276 130

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>				
	Infrastructures autres que pour nouveau développement			
	Conduites d'eau potable	1 154 340	1 154 339	23 063
	Usines de traitement de l'eau potable	3 821	3 821	15 527
	Usines et bassins d'épuration	216 108	216 108	63 318
	Conduites d'égout	1 905 088	1 905 088	232 143
	Autres infrastructures	7 511 381	7 513 506	3 744 732
	Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
	Conduites d'eau potable			
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout			
	Autres infrastructures			
	Autres immobilisations corporelles	6 713 601	6 884 380	4 197 347
		17 504 339	17 677 242	8 276 130

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	161 061	19 762	102 495	78 328
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	13 978 946		1 168 295	12 810 651
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	74 146 967	5 766 838	8 426 009	71 487 796
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	88 286 974	5 786 600	9 696 799	84 376 775
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 880 905		546 563	4 334 342
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	4 880 905		546 563	4 334 342
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	4 880 905		546 563	4 334 342
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17	4 880 905		546 563	4 334 342
	18	93 167 879	5 786 600	10 243 362	88 711 117
Dettes en cours de refinancement	19	()		()	
Reclassement / Redressement	20				
Dettes à long terme	21	93 167 879	5 786 600	10 243 362	88 711 117

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	87 909 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	10 660 691
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	64 155
Débiteurs	9	4 334 342
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	8 956 711
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	85 214 483
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	930 438
Endettement net à long terme	16	86 144 921
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	193 245
Autres organismes	19	2 323 089
Endettement total net à long terme	20	88 661 255
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	88 661 255
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	42 244	42 765	39 066
Sécurité publique				
Police	4	6 581 926	6 581 926	
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	5 346	5 412	5 832
Santé et bien-être				
Logement social	16	234 839	237 734	234 888
Autres	17	4 178	4 229	4 184
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21	177 475	178 029	169 189
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	123 007	124 523	123 338
Activités culturelles	23	123 007	124 523	123 338
Réseau d'électricité				
	24			
	25	7 292 022	7 299 141	699 835

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021*Non audité*

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	17 504 339	8 114 367
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	17 504 339	8 114 367

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	57,00	35,00	104 292,00	6 594 751	1 615 289	8 210 040
Professionnels	2						
Cols blancs	3	80,00	32,25	134 020,00	5 391 349	1 320 534	6 711 883
Cols bleus	4	72,00	39,75	149 047,00	5 538 988	1 356 696	6 895 684
Policiers	5						
Pompiers	6	31,00	42,00	68 707,00	1 158 035	283 644	1 441 679
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	240,00		456 066,00	18 683 123	4 576 163	23 259 286
Élus	9	9,00			565 613	176 577	742 190
	10	249,00			19 248 736	4 752 740	24 001 476

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	3 552				3 552
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	17 764		43 074		60 838
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	17 764		43 073		60 837
Autres	16	525 912	741 790	23 794		1 291 496
	17	564 992	741 790	109 941		1 416 723

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	197 982	209 016
	4	197 982	209 016
Sécurité publique			
Police	5	145	343
Sécurité incendie	6	65 126	73 951
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	65 271	74 294
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	808 647	909 405
Enlèvement de la neige	11	595	1 141
Autres	12	102 434	130 965
Transport collectif	13		
Autres	14	11 151	11 493
	15	922 827	1 053 004
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	74 623	95 942
Réseau de distribution de l'eau potable	17	118 265	147 379
Traitement des eaux usées	18	322 275	346 921
Réseaux d'égout	19	214 091	275 094
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	16 716	18 695
Autres	25	13 779	11 945
	26	759 749	895 976
Santé et bien-être			
Logement social	27	22 953	26 550
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	22 953	26 550
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	10 031	10 738
Rénovation urbaine	32	8	118
Promotion et développement économique	33		
Autres	34	3 140	2 915
	35	13 179	13 771
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	183 744	229 781
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	1 564	2 268
Autres	38	88 645	81 276
	39	273 953	313 325
Réseau d'électricité			
	40		
	41	2 255 914	2 585 936

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire	Maire	88 432	17 401	4 656	
Maire	Maire	11 926	2 246		
District 1	Conseiller	31 301	16 275		
District 1	Conseiller	3 859	1 928		
District 2	Conseiller	31 301	16 211		
District 2	Conseiller	4 337	2 170		
District 3	Conseiller	34 770	15 155	3 594	
District 3	Conseiller	3 859	1 829		
District 4	Conseiller	38 744	17 401		
District 5	Conseiller	38 532	17 401		
District 6	Conseiller	35 439	17 401		
District 7	Conseiller	34 487	17 225		
District 8	Conseiller	35 313	17 401	599	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 _____ 900 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 3

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 4 _____ 350 901 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 5 6

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 7 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 8 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 9 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 10 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 11 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 12 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 13 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 14 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 15 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer 16 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 17 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

18 19

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

20 224 349 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

21 22

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021

23 1 428 196 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

24 25

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

26 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

27 28

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

29 22 133 \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

30 31

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

32 33

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

34 35

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

36 294 854 \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

37 38

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40 41

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

42 _____ \$

- b) autres formes d'aide

43 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 _____ \$

Facteur comparatif de 2021

45 _____

Valeur uniformisée

46 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 _____ \$

Systèmes de drainage

54 _____ \$

Abords de routes

55 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 _____

b) Date d'adoption de la résolution

61 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 62 63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 2019-11-600
- b) Date d'adoption de la résolution 65 2019-11-05
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 _____
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 _____
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 _____
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 _____
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76 77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- | | |
|--|-------------------------------|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL | 78 <u>1 947 984 \$</u> |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 _____ \$ |
| Ministère des Transports | 80 <u>408 900 \$</u> |
| Ministère de la Culture et des Communications | 81 _____ \$ |
| Autres ministères/organismes | 82 <u>3 384 034 \$</u> |
| | 83 <u><u>5 740 918 \$</u></u> |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Boisbriand | 73005 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la
Ville de Boisbriand,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE DE BOISBRIAND (ci après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

CATHERINE MILLETTE, CPA auditrice, CA
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Saint-Jérôme, le 2 mai 2022

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	59 970 353
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<hr/>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	491 176
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	18 571 244
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	142 781
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<hr/>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>41 747 504</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	4 018 561 300
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>4 107 316 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>4 062 938 750</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<u>1,0275 / 100 \$</u>
--	----	------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI **NON** **S.O.**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 11 12 13
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 14 15 16
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 17 18 19

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 20 21 22
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 23 24

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)? 25 26

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	39 413 683
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	9 175 514
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	1 207 271
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	250 000
	11	50 046 468

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	3 338 600
Autres		
▪ Transport en commun	16	2 077 300
▪ Eau et assainissement	17	5 253 455
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	141 000
Service de la dette	20	1 299 469
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	12 109 824
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	12 109 824
	29	62 156 292

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	125 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	502 000
	9	627 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	627 000

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	109 430
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	109 430

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	223 945
	24	223 945
	25	960 375

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	2 722 926 354	x 0,5810 /100 \$	15 820 584				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	331 781 025	x 0,5810 /100 \$	1 927 694				
Immeubles non résidentiels	4	746 102 899	x /100 \$					
Immeubles industriels	5	279 966 706	x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	28 609 295	x 1,1620 /100 \$	332 448				
Immeubles forestiers	8		x /100 \$					
Immeubles agricoles	9	17 310 700	x 0,5126 /100 \$	88 727				
Total	10			18 169 453	()	(660 100)	21 904 330	39 413 683
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12	2 722 926 354	x 0,1331 /100 \$	3 622 947				
Immeubles de 6 logements ou plus	13	331 781 025	x 0,1331 /100 \$	441 446				
Immeubles non résidentiels	14	746 102 899	x /100 \$					
Immeubles industriels	15	279 966 706	x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x /100 \$					
Autres	17	28 609 295	x 0,2661 /100 \$	76 131				
Immeubles forestiers	18		x /100 \$					
Immeubles agricoles	19	17 310 700	x 0,1173 /100 \$	20 312				
Total	20			4 160 836	()	()	5 014 678	9 175 514

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Immeubles industriels	25	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$					
Autres	27	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$					
Total	30				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$					
Immeubles industriels	35	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$					
Autres	37	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$					
Total	40				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	_____ \$
Égout	2	_____ \$
Eau et égout	3	_____ 237,00 \$
Traitement des eaux usées	4	_____ \$
Matières résiduelles	5	_____ 252,00 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Transport en commun résidentiel	131,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Transport en commun non résidentiel	483,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Transport en commun industriel	1 266,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Deuxième collecte d'ordures	175,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Conduites d'eau et d'égout	0,0299	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Excédent d'eau et assainissement	1,1600	5 - du 1 000 litres	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	17 518 722	8 690 186		408 579	2 369 140	109 039
De secteur	2	223 139	83 731		8 556	99 227	5 177
Autres	3	92 437	44 195		2 074	12 028	553
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	235 986	88 551		9 049	104 939	
Autres	5	2 437 966	394 922			1 792 132	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	20 508 250	9 301 585		428 258	4 377 466	114 769

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Immeubles forestiers	Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	19 486 896	6 635		48 589 197
De secteur	2	787 163	278		1 207 271
Autres	3	98 680	33		250 000
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	860 944			1 299 469
Autres	5	6 039 801	4 534		10 669 355
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	27 273 484	11 480		62 015 292

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
INR: Taxe générale: <500K : 1.8459 >500K : 2.0159			
Taxe spéciale: <500K : 0.4227 >500K : 0.4616			
IND: Taxe générale: <1M : 2.2855 >1M : 2.6099			
Taxe spéciale: <1M : 0.5234 >1M : 0.5977			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	21	_____	\$
2022	22	_____	\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	23	_____	\$
2022	24	_____	\$
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :			
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29 <input checked="" type="checkbox"/>	30 <input type="checkbox"/>	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

4.	La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?	31	<input checked="" type="checkbox"/>	32	<input type="checkbox"/>
	Si oui, indiquer le montant.	33	<u>61 246 \$</u>		
5.	Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34	<u> \$</u>		
6.	Date d'adoption du budget par le conseil	35	<u>2021-12-16</u>		
7.	Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36	<u>73 800 591 \$</u>		
8.	Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37	<u>9 435 142 \$</u>		
9.	Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38	<u>2 568 414 \$</u>		
10.	Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39	<u>1 300 000 \$</u>		

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, LISETTE DUSSAULT, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Boisbriand pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 3 mai 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Boisbriand.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Boisbriand consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Boisbriand détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-05-04 13:01:19

Date de transmission au Ministère : 2022-05-04